

Accise—Loi

sociaux a été instaurée par le chef de l'Opposition officielle que l'on a présentement, le futur premier ministre après 1988!

Et je suis content que le député nous demande clairement ce qui aurait dû être fait aujourd'hui. Pourquoi doit-on faire une réforme aujourd'hui? Tout d'abord, les programmes sociaux... On a commencé tout comme les abris fiscaux, tout comme la fiscalité, d'année en année à améliorer le programme social, le programme de sécurité du revenu, les services de santé et ainsi de suite. Maintenant que nous avons atteint comme dans toute organisation une série de programmes, nous devons réunir et faire l'inventaire de tous ces programmes. Que ce soit pour faire un revenu annuel garanti, je suis d'accord qu'on doive évaluer tout l'ensemble des programmes sociaux, calculer les coûts. Il y a environ une vingtaine de programmes pour aider la population, calculer les coûts d'administration, trouver une façon de simplifier cet aspect-là et d'assurer de meilleurs services à la population.

C'est la même chose et je félicite le NPD pour la recherche qu'il a faite au niveau des compagnies qui ne paient aucun impôt. Et c'est la même chose pour les particuliers. Alors je pense qu'il est important dans ce domaine-là que suite à tous les abris fiscaux qui ont été ajoutés d'année en année et qui, au moment où les gouvernements, même si cela a été des abris fiscaux accordés à l'époque de John Diefenbaker, étaient importants comme mesures à ce moment-là, aujourd'hui on doit faire une révision. Mon opinion personnelle: il est important que la réforme de la fiscalité apporte des modifications. Tout d'abord, qu'il y ait un minimum d'impôt, que ce soit pour les sociétés et les particuliers. Deuxièmement, il est important, à mon avis, que les exemptions d'impôt, que ce soit pour les particuliers ou pour les entreprises, qui sont régressives et qui favorisent les plus riches, comme je l'ai démontré au niveau de l'enveloppe des REÉR, soient modifiées, qu'on y aille lorsqu'on veut aider des catégories de gens par des versements de chèques ou par des crédits d'impôt. Mais je pense qu'il est important que ce travail se fasse. Le gouvernement va nous inviter à le faire. Je dois vous dire que je crains un peu parce que lorsque la consultation pour vérifier les programmes...

La présidente suppléante (Mme Champagne): Le député ne favorise pas les questions en faisant de chaque réponse un autre discours. Je pense qu'il y a d'autres personnes qui veulent poser des questions, c'est pourquoi je me permets de l'interrompre. Le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) a la parole.

● (1150)

[Traduction]

M. Orlikow: Madame la Présidente, le député a manifestement épuisé le temps mis à sa disposition sans pour autant répondre à ma question.

M. Gauthier: Il n'y avait pas de question. Vous n'avez pas posé de question.

M. Orlikow: Bien sûr qu'il y avait une question. Je serais ravi que le député d'Ottawa—Vanier (M. Gauthier) prononce lui-même un discours.

Ma question est très simple. Comment le député de Montréal—Sainte-Marie (M. Malépart) peut-il blâmer les conservateurs d'accorder des dégrèvements fiscaux aux riches alors

que, comme je l'ai déjà signalé, le régime fiscal établi par son parti évaluait...

M. Gauthier: Il était très progressif.

M. Orlikow: Je dirai au député, comme je l'ai dit au député de Montréal—Sainte-Marie, que des centaines d'entreprises, dont certaines comptent parmi les plus grandes au pays, ne payent pas un sou d'impôt.

Le député en a contre les dégrèvements fiscaux accrus dont vont bénéficier les riches par suite des modifications apportées aux règlements régissant les REÉR. Je lui rappelle que le système des REÉR a été établi par le gouvernement libéral et qu'il a coûté aux contribuables canadiens des centaines de millions, voire des milliards de dollars.

J'estime qu'au lieu d'avoir le système des REÉR, il aurait mieux valu utiliser l'argent qui y a été englouti pour accroître toutes les prestations de la sécurité de la vieillesse. Voilà ce que les libéraux auraient dû faire, mais qu'ils n'ont pas fait.

[Français]

La présidente suppléante (Mme Champagne): A l'ordre! Le député de Montréal—Sainte-Marie (M. Malépart) brièvement afin de pouvoir accepter une autre question.

M. Malépart: Madame la Présidente, le député a posé la même question à laquelle j'ai répondu. Alors, je suis entièrement d'accord qu'on doit faire une révision.

Pourquoi j'ai attaqué le gouvernement conservateur? C'est parce que, aujourd'hui, nous avons un projet de loi qui, au lieu de couper dans le gaspillage des dépenses que j'ai énumérées tantôt, demande à l'ensemble de la population de payer pour la faillite de la gestion des banques, de payer pour les 41 millions de dollars de gaspillage du premier ministre (M. Mulroney).

Alors, je pense que j'ai démontré des domaines où le gouvernement aurait pu couper des sommes d'argent afin de réduire le déficit. De plus, en ce qui concerne la réforme de la fiscalité, soyez assurés, comme à l'habitude, que le parti libéral sera très actif afin de s'assurer que la population à moyen et à faible revenus soit bien défendue.

M. Hudon: Monsieur le Président, j'aimerais poser une question à mon honorable collègue d'en face. Lorsqu'il parle de la faillite des banques, je pourrais peut-être ajouter qu'il pourrait lire le dernier jugement passé. Il est vrai que nous avons eu à payer, mais nous n'avons absolument pas été trouvés coupables dans cette affaire.

Mon collègue a dit que les gens d'en face se demandent comment il se fait qu'ils sont si bas dans les résultats des sondages? Et il venait juste de dire, immédiatement avant, qu'il fallait qu'il donne l'indexation. Prend-il les gens pour des crétins et veut-il nous dire qu'au fond on va monter dans les sondages lorsqu'on donnera de l'argent aux gens? Est-ce là la logique qu'il veut nous faire développer?

M. Malépart: Madame la Présidente, c'est triste, vraiment triste. Au début je pensais que ce député avait beaucoup de jugement lorsque je suis allé dans sa circonscription, mais à chaque fois qu'il se lève, il démontre qu'il n'a pas de calibre du tout parce qu'un enfant de cinq ans aurait compris le message. Il est triste de dire que le député est stupide ou bête, mais, madame la Présidente...